

# ENCORE LA COLONISATION

**M. Sauvé déclare que le programme Perrault est l'écho des vieilles réclamations de l'opposition — M. Perrault dit que ce programme n'est pas définitif, que le gouvernement saura profiter de toutes les bonnes suggestions — Au caucus.**

PAR LOUIS DUPRE

Québec le 4. — M. Gouin n'est pas pour rien descendant de Normands. Il a gardé la prudence et la finauderie proverbiale de ses ancêtres. Quand on lui a demandé, au caucus libéral de ce matin, s'il devait s'en aller, il a répondu comme dans la chanson, "sans dire oui sans dire non": "Je ferai ce que me commandera l'intérêt du parti", a-t-il déclaré à peu près textuellement. On aimerait mieux le voir invoquer les intérêts du pays, mais enfin l'occasion n'était peut-être pas propice. Ce qui ressort de sa réponse, c'est qu'il ne s'est pas engagé et que la députation reste aussi perplexe que jamais.

Il a été question d'autre chose que du départ du premier ministre à cette réunion secrète qui s'est prolongée bien au delà des limites ordinaires. Il paraît acquis que la taxe de deux dollars par tête pour l'hospitalisation des malades indigents de la campagne dans les hôpitaux de Montréal sera sanctionnée par une loi de la législature. Quant à l'augmentation de l'indemnité des députés nous ne croyons pas qu'il en soit question en chambre. Deux représentants du peuple seulement s'y sont opposés en montrant comme il serait injuste pour les députés de se voter des augmentations quand on les refuse aux employés civils mais cette opposition restreinte a suffi pour briser le charme, l'unanimité seule eût pu impressionner favorablement le ministère.

A la chambre, cet après-midi, nous avons assisté à la reprise et à la conclusion du débat sur l'emprunt de la colonisation.

Le député de Labelle, M. Achim, a prononcé le premier discours de l'après-midi. Il a réclamé comme moyen favorable au développement de la colonisation et comme attrait pour les touristes — ce qui amènerait la dépense de sommes considérables dans la région des Laurentides — la construction de la route Montréal-Labelle ; la création d'un crédit agricole et la séparation des terres de colonisation des domaines d'exploitation forestière. Le député de Labelle a fait un bel éloge du Dr Brisson qui, par hasard, se trouvait dans l'une des galeries.

M. Achim a parlé en toute franchise et a prononcé un discours substantiel. Il a terminé en citant une belle page de *Maria Chappelaine* — la dernière du roman — qui montre comme sur la terre se sont conservées toutes les traditions de la race.

M. Hay a succédé au député de Labelle. Il a félicité le gouvernement de l'heureuse initiative qu'il vient de prendre en favorisant plus qu'autrefois la colonisation et a proposé la construction d'une route de Montréal à Lachute. Chacun parle dans les intérêts de son clocher, comme l'on voit, et réclame son bout de route.

M. Godraull, le nouveau député de Chicoutimi, a parlé avec autant d'enthousiasme que son collègue du Lac Saint-Jean, hier, de la région du Saguenay. Il prétend que d'ici vingt-cinq ans on verra là une population égale à celle de tout le reste de la province et que la région sera le centre industriel et agricole le plus important du pays.

L'espoir en l'avenir, la belle confiance des gens de cette région dans leur petite patrie est frappante.

M. SAUVE

M. Sauvé a fait une critique presque tendre du discours du ministre de la colonisation. Il a simplement reproché au gouvernement de ne point aller assez loin en ne créant pas un crédit agricole. Il a déclaré ensuite que la politique que le gouvernement se décide

irlandais voudra s'assurer le concours et que tous courtoiseront à l'envi. Car personne ne peut ignorer que, dès la disparition de la cause qui fait aujourd'hui l'union du peuple irlandais; la lutte contre l'oppression étrangère, ce peuple se fractionnera en partis. Les tendances naturelles des divers groupes, leurs intérêts, le vieil instinct de la race pousseront à cela.

Et, par le jeu ordinaire des luttes de parti, chacun des groupes cherchera à s'assurer l'appui de ce bloc unioniste, dont l'isolement vient aujourd'hui de ce qu'il a partie liée avec des intérêts anglais.

## Ira-t-on les chercher ?

On annonce que le ministre de la Défense nationale en Allemagne, Noske, aurait dit à peu près ceci: Supposons que nous décidions de livrer aux Alliés les chefs qu'ils réclament, croit-on que le train qui les portera passera la frontière allemande? Et si la foule bloque le train, croit-on que je donnerai ordre à des Allemands de tirer sur d'autres Allemands pour assurer la livraison d'un troisième groupe d'Allemands? Nous garderons une attitude passive.

Et cela signifie à peu près ceci: Si vous voulez mettre la main sur ces hommes, allez les chercher.

Risquera-t-on l'aventure ?

à adopter aujourd'hui a été depuis longtemps prêchée par l'opposition.

Voici quelques notes sur son discours:

## COLONISATION

Le gouvernement reconnaît que le colon a besoin d'aide, que la colonisation doit produire des résultats considérables, plus pratiques, plus réels que par le passé. Tant mieux, il faut l'en féliciter. Mais il faut regretter aussi qu'il ne se soit pas décidé plus tôt.

Inutile de démontrer l'importance de la colonisation. Autrefois, les apôtres de la colonisation faisaient reculer la forêt et surgir des paroisses, de beaux villages au sein de nos grands bois. On organisait des congrès de colonisation pour entendre les grandes voix de la patrie enseigner au monde nos richesses inexploitées, conseiller au défricheur de venir se créer un foyer chez nous, réclamer de nos gouvernements une politique avantageuse à la colonisation et signaler les abus ou les faiblesses dont souffrent les colons et en indiquer les remèdes. "Emparons-nous du sol!" A ce cri de nos apôtres partaient des régiments de défricheurs à la conquête de la forêt. Grands congrès de colonisation et enquête sur les plaintes des colons déjà établis, sur les véritables moyens à prendre pour enrayer le mal et pour retourner à la colonisation son élan d'autrefois. Prêtres et laïques, colons et professionnels s'unissaient pour solutionner ce problème de suprême importance. On entourait le colon; on s'intéressait à son sort, on parlait de lui, on le faisait apprécier, aimer de la jeunesse. La colonisation était un apostolat. Le jeune homme de coeur, croyant répondre à l'appel de sa patrie s'enfonçait dans la forêt pour y faire entendre les échos vibrants de la foi et du patriotisme et pour doter sa province d'un nouveau berceau de civilisation. Aujourd'hui, plus rien. On a oublié, ignoré ou méprisé les vœux, les résolutions et les réclamations des congressistes, et le spéculateur continue son oeuvre néfaste. Le colon réclame des chemins de fer pour communiquer avec les grands centres; on lui en promet pour le retenir à son triste lot, et il n'en a jamais; il réclame en vain plus de latitude dans la coupe du bois, il demande des chemins, et on lui jette par-ci par-là quelques sous pour favoriser quelques cabales politiques et pour majorer les listes de paye, on met jusqu'au nom des enfants; on dépense l'argent de la colonisation dans les vieilles paroisses, à réparer des chemins et des ponts appartenant à des particuliers. "L'homme d'Etat moderne doit entrer dans la psychologie de son temps. S'il veut faire de la colonisation, il ne poussera le colon dans le bois que par des procédés attendant à la vapeur. Le jeune défricheur doit se sentir aller vite. Et, pour cela, il lui faut la seule chose qui impressionne, du capital. C'est-à-dire que le gouvernement doit lui faire des avances, afin qu'il ait, immédiatement, un champ suffisamment étendu et suffisamment outillé. C'est ce que l'honorable L.-O. David, dont l'enthousiasme n'est pas ralenti par l'âge, suggère dans le *Canada* comme suit:

"On en a fait l'essai aux Etats-Unis, dans la république Argentine, dans la Nouvelle-Zélande et ailleurs, et il a produit des résultats merveilleux. En 1883, le gouvernement de la république Argentine fit don de 250 acres de terre aux colons et fit à chacun d'eux, en argent, en machines et en provisions, une avance de la valeur de \$1,000, remboursable en dix ans. Six ans après la population de ce pays s'était accrue de plus d'un million et la production agricole s'était développée comme par enchantement. En 1895, l'agriculture languissait dans la Nouvelle-Zélande, le gouvernement prêta aux cultivateurs à raison de r.p.c. \$15,000,000. Quatre ans après, sa production agricole avait doublé et sa population s'était accrue de 20 p.c. L'état de Minnesota, en 1911, a fait défricher de 10 à 15 acres de terre sur un grand nombre de lots qu'il offre en vente à raison de \$155 argent comptant et la balance payable en quarante ans avec intérêt à 4 p.c. par an."

## LE PASSE

Le député de Montcalm a voulu désapprouver le passé, c'est-à-dire la politique poursuivie dans le choix des sites de colonisation et de l'aide aux colons. A-t-il voulu atteindre l'oeuvre du curé Labelle, des Chapeau, des Mercier, des Nantel? C'est dommage qu'il n'ait eu l'énergie de développer sa pensée. Car je devine qu'il a raison à un certain point de vue et que certaines régions ne sont pas des plus propices à la colonisation.

C'est un point très important qui devrait faire réfléchir les législateurs du jour, car on dit que certaines parties de l'Abitibi ne sont pas des plus propices à la culture. Le député de Rouville a voulu dire: n'en donnez pas tant aux régions nouvelles et finissez d'organiser les vieilles paroisses par des travaux

d'assainissement, etc., etc. Il y a beaucoup de vrai dans ses remarques.

## COLONISATION

### SURPLUS-EMPRUNT

Une autre preuve que le surplus du gouvernement ne représente pas une administration qui répond à tous les besoins de la Province.

C'est cet emprunt que demande le gouvernement pour la colonisation. Si le gouvernement avait, à même les revenus de la Province, répondu aux besoins des colons et de la colonisation, le gouvernement n'aurait pas de surplus, mais son déficit annuel eût été d'un moins cinq cent mille piastres (\$500,000). Nous avons un surplus de \$200,000, dit le gouvernement, oui mais c'est parce que vous avez fait souffrir le colon, c'est parce que vous ne lui avez pas donné les chemins, l'aide, la protection qu'il réclamait, sans parler de vos propres employés civils qui crévent de faim. Vous êtes le père de la province, mais vous faites souffrir vos enfants; pour avoir un surplus dans votre budget de famille, vous les faites crever de faim. Le gouvernement emprunte, quand il a des surplus. Il est comme l'habitant qui emprunte quand il a de l'argent en banque, si le surplus du gouvernement existe réellement, si existe sur le papier, parce que le gouvernement ne paye pas ses comptes à temps et parce qu'il ne rend pas justice aux ouvriers, aux colons.

Comme l'amantine montrant l'Égypte à la France au cri de Colonisons! le ministre de la Colonisation fait après tant d'autres depuis trois cents ans, entendre le beau chant idyllique:

"Jetons les blés et les fèves  
[milles hermines]  
Autour des vœux du cœur et du  
[trône des palmiers]  
Allons, comme Joseph, comme ses  
[soeur frères]  
Vers le Émon d'ix Nil que kiborral  
[Apis...]

Rapportons-en le M. For, la laine  
[et la soie].  
Avec la liberté, fruit qui germe en  
[tout lieu]  
Et tissons de repos, d'alliance et de  
[joie]  
L'étendard sympathique où le man-  
[de épluché]  
L'antlé, ce Émon de Dieu."

Mais ce n'est pas une politique romantique et poétique dont notre province a besoin: c'est une politique de réalité, de vérité, de justice, une politique d'affaires.

M. DUFRESNE

Nous citons au texte le discours du député de Joliette, M. Dufresne, qui a parlé avant M. Godraull, député de Chicoutimi:

"Je représente un comté où la colonisation joue encore un rôle important et je profite de l'occasion que m'offre la présentation de ces résolutions pour dire que chez nous comme ailleurs, le colon n'a pas reçu l'aide, la protection et l'encouragement qu'il méritait et qu'il mérite encore. Je me suis réjoui d'entendre hier l'honorable ministre de la Colonisation exprimer tout l'intérêt qu'il veut porter à cette cause, mais l'exprime à mon tour le vœu que son oeuvre se traduise par des actes. Il a le pouvoir pour agir, il a la majorité pour se faire autoriser à agir. Qu'il le fasse et il aura aussi l'appui de l'Opposition.

"Je crois qu'un des meilleurs centres de colonisation à développer au plus tôt est la Mattavanie, c'est-à-dire la région nord des comtés de Joliette, Berthier, Maskinongé et Saint-Amand. Il y a au delà de 60 ans que cette région a été ouverte à la colonisation. Les promoteurs de cette époque, Maxime Brassard, curé de Saint-Paul de Joliette, M. Louis Archambault, alors ministre des terres de la Couronne, et Hypolite Cornélien, cultivateur et député de Joliette à cette époque, prétendaient y fonder une vingtaine de paroisses dans une période relativement courte. En très peu de temps, trois paroisses se sont formées: Sainte-Émile-de-l'Énergie, Saint-Damien, Saint-Michel-des-Saints, et plus tard deux autres encore, Saint-Zénon et Saint-Michel-du-Lac.

"Ce qu'il faut immédiatement à cette région, trop négligée depuis cinquante ans, c'est un embranchement de chemin de fer pour l'usage des colons. Ce chemin de fer s'impose pour le commerce de bois, nos forêts sont remplies de toutes sortes de bois. Notre région possède les plus beaux pouvoirs d'eau de la province. La Chambre de commerce de Joliette a déjà fait des démarches auprès du gouvernement fédéral pour faire construire cette ligne traversant les comtés de Joliette et de Berthier pour rejoindre le Transcontinental. Je crois que le gouvernement provincial devrait s'occuper de ce projet d'une manière toute spéciale afin de donner satisfaction aux habitants de cette région. Le long de ce chemin de fer projeté, on trouve de beaux et grands lacs visités en été par les étrangers et où la pêche se fait en quantité. On trouve de magnifiques terrains, surtout dans la paroisse de Saint-Ignace où il se fait de la grande culture. Comme le gouvernement se dit bien disposé à faire des dépenses pour ouvrir des routes dans ces vastes régions, je crois que ce serait dans l'intérêt de la province de s'en occuper d'une manière toute spéciale. Je crois que le gouvernement devrait surtout s'occuper d'ouvrir des bons chemins en gravelage ou en macadam pour favoriser les colons qui veulent aller s'y établir. Il me semble que le gouvernement devrait s'occuper de ces routes d'une manière tout à fait spéciale afin d'ouvrir à la culture ce territoire si vaste et si fertile."

(Suite à la deuxième page)